

SÉLECTION

Les bienfaits économiques des flux migratoires

SEB MEYER



PHILIPPE LEGRAIN, JOURNALISTE

«L'économie a beaucoup plus à gagner de l'immigration lorsque les immigrants sont différents de nous»

L'immigration est trop souvent perçue négativement, selon Philippe Legrain. Parce qu'elle est présentée comme une gangrène économique et sociale. A tort, rétorque l'auteur de cet ouvrage, qui considère que l'immigration est un enjeu trop important, trop bénéfique, pour être abandonné aux mains des extrémistes. Dans ce livre, l'économiste-journaliste s'attèle à démanteler les unes après les autres les fausses idées au sujet de l'immigration. Sans oublier d'y énumérer ses effets nombreux positifs. Son expérience du domaine, ses recherches et les témoignages qu'il a recueillis sont réunis dans ce livre pour démontrer que les immigrants ne sont ni responsables du chômage, ni des dépenses (trop) élevées des assurances sociales. «Des arguments persuasifs en faveur du libre mouvement des personnes», écrit le célèbre journaliste du Financial Times Marin Wolf. Extraits.

Bien que l'immigration soit un phénomène mondial, des critères nationaux (hostiles) dominent encore le débat. Chaque pays se comporte comme une citadelle isolée menacée par des hordes d'envahisseurs barbares.

Lorsque j'ai parlé à mes amis de mon projet d'écrire un livre sur la migration, ils n'en revenaient pas: que pouvais-je donc bien avoir à dire sur les oiseaux? Car la plupart des gens pensent aux déplacements de populations d'une frontière à une autre en termes d'immigration, non de migration. C'est pour cette raison que j'ai dû me résoudre à intituler cet ouvrage «immigrants» plutôt que «migrants»: mon éditeur et moi-même voulions nous assurer que les lecteurs potentiels comprennent de quoi ce livre parle, même s'il se vendrait probablement mieux sur un malentendu. (...)

Les mouvements internationaux de professionnels qualifiés ne font broncher pour ainsi dire personne, surtout si ces derniers proviennent des pays riches. On considère comme normal, et parfaitement acceptable, qu'un conseiller en administration américain, même d'origine indienne, exerce sa profession à Londres, ou encore qu'un banquier allemand soit basé à New York. Au sein de l'Union européenne, cette libre circulation s'étend à tous les travailleurs, quelle

que soit leur qualification, exception faite cependant de la main-d'oeuvre en provenance des huit pays, relativement pauvres, de l'ex-bloc communiste qui ont rejoint l'UE en 2004 (et des deux autres qui les ont suivis en 2007), dont la circulation est soumise à des restrictions temporaires dans un grand nombre de pays membres. En revanche, l'idée que les ressortissants des pays en développement puissent venir travailler dans les pays riches révolte la plupart d'entre nous. (...)

Il n'y a pas si longtemps, la Chine communiste restreignait de façon sévère les mouvements de ses ressortissants. À moins d'être un dignitaire privilégié du parti, il fallait un permis spécial pour se déplacer, ne fût-ce que de sa ville natale à un autre endroit du pays. Ce qui ressemble fort à un cauchemar totalitaire n'est pourtant pas très éloigné de la situation que vivent ceux qui se trouvent de l'autre côté du mur anti-immigrants érigé par l'apartheid mondial.

Aujourd'hui, la Chine a assoupli les contraintes pesant sur les migrations internes. On a alors assisté à un déplacement de population sans précédent, les paysans affluant vers les villes pour travailler dans les usines dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure, alimentant ainsi la croissance économique explosive du pays. Peut-on en déduire qu'un assouplissement de la réglementation sur l'immigration en provenance des pays pauvres procurerait des avantages économiques aussi spectaculaires? (...)

La libre circulation des travailleurs est susceptible d'engendrer des gains économiques conséquents à l'échelle mondiale, car elle entraînerait un redéploiement des travailleurs vers des pays où ils seraient plus productifs. Même les détracteurs de l'immigration admettent que «les principes du libre-échange [...] laissent penser que le monde serait bien plus riche en l'absence de frontières nationales interférant avec la libre circulation des biens et des personnes. En empêchant de nombreuses personnes d'immigrer, les États-Unis grignotent inévitablement le gâteau économique mondial, réduisant les opportunités économiques dont

pourrait bénéficier un grand nombre de personnes dans les pays d'origine», écrit George Borjas, le principal expert américain en économie de l'immigration. (...)

Si les immigrants nous ressemblaient en tous points, les migrations présenteraient bien peu d'intérêt. Les nouveaux arrivants ne nous apporteraient rien de nouveau: ils ne feraient que reproduire les compétences et les caractéristiques de la main-d'oeuvre existante. Au début du moins, ils feraient bais-

MÊME LES DÉTRACTEURS DE L'IMMIGRATION ADMETTENT QUE LES PRINCIPES DU LIBRE-ÉCHANGE LAISSENT PENSER QUE LE MONDE SERAIT BIEN PLUS RICHE EN L'ABSENCE DE FRONTIÈRES NATIONALES INTERFÉRANT AVEC LA LIBRE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES.

ser les salaires et réduiraient les perspectives de travail de la main-d'oeuvre locale puisqu'ils seraient en compétition directe avec elle sur le marché du travail. Cette situation permettrait aux employeurs d'alléger leur masse salariale et aux consommateurs de bénéficier de produits et de services meilleur marché, mais pour les travailleurs à faible revenu, les gains dépasseraient à peine les coûts. Une fois que l'économie se serait ajustée à l'afflux d'immigrants, une augmentation des investissements permettant de remettre à niveau le montant du capital disponible par ouvrier, la situation serait sensiblement la même que celle qui régnait avant l'arrivée des étrangers, à une plus large échelle cependant. Un marché intérieur élargi profiterait à certaines entreprises, qui pourraient réaliser des économies d'échelle par exemple, mais il pourrait aussi entraîner des phénomènes de congestion, certaines régions se retrouvant surpeuplées. Bref, si les immigrants nous ressemblaient en tous points, nous aurions peu à gagner (ou à perdre) à les laisser entrer.

En revanche, l'économie a beaucoup plus à gagner de l'immigration lorsque les immigrants sont différents de nous. Grâce à l'arrivée d'individus dotés de compétences et de capacités distinctes des nôtres, il est possible d'avoir accès à des produits et à des services qui n'étaient pas disponibles avant leur venue ou encore de consommer les produits et les services existants à

moindre coût. Ainsi, certains immigrants vietnamiens nous ont initiés aux délices de leur cuisine, tandis que d'autres ont alimenté le marché des nounous, rendant ainsi les services de garde d'enfants plus accessibles et abordables. Les immigrants disposant de compétences complémentaires à celles de la main-d'oeuvre autochtone contribuent également à rendre cette dernière plus productive. Une nourrice vietnamienne ne se contentera pas d'alléger la charge d'une mère de famille sous pression, elle lui permettra peut-être aussi de reprendre le chemin du travail pour poursuivre son ambitieuse carrière de banquière d'affaires. Grâce aux infirmières philippines, les hôpitaux américains et britanniques sont en mesure de dispenser des soins de meilleure qualité et de prendre davantage de patients en charge. (...)

Le problème, c'est que les économies ont beau créer de nouveaux emplois qualifiés, elles reposent encore et toujours sur des emplois peu qualifiés. Ces dernières décennies, la demande de main-d'oeuvre peu qualifiée s'est effondrée avec l'avènement des nouvelles technologies, qui ont permis aux exploitations agricoles et aux usines de produire plus avec moins d'ouvriers. Le commerce international a également joué un rôle dans cette évolution en nous permettant d'importer à bas coût de nombreux produits et services à forte intensité de main-d'oeuvre. Cependant, un grand nombre de services peu qualifiés peuvent difficilement être mécanisés ou importés - les soins aux personnes âgées ne peuvent être dispensés par un robot ou depuis l'étranger - et ce, alors que la demande relative à ces services progresse rapidement, vieillissement et enrichissement de la population obligent. Si les États désirent maximiser le bien-être de leurs citoyens, ils feront en sorte qu'une majorité d'entre eux puisse occuper des emplois plus qualifiés, mieux payés et plus prestigieux. Or, si le marché du travail reste entièrement national, le nombre de citoyens susceptibles d'occuper ce type de places est limité, alors que s'il s'ouvrait aux étrangers, tous les Américains et les Européens pourraient, en théorie, avoir un travail à leur mesure. En d'autres termes, sans immigrants, nous n'aurons pas tous la possibilité de voir nos aspirations se réaliser. (...)

Grâce à la libre circulation des capitaux aux quatre coins du monde, Londres est aujourd'hui un centre financier mondial, national et régional. Pourtant, sa prédominance dépend également de son ouverture aux étrangers. Sa réussite repose sur un brassage de

talents originaires du monde entier qui se côtoient, se stimulent et se font avancer les uns et les autres. Si les entreprises implantées à Londres devaient se contenter de la main-d'oeuvre britannique, elles seraient désavantagées par rapport aux sociétés installées ailleurs, à New York par exemple, et ayant un plus grand réservoir de talents à disposition. Étant donné que le nombre de diplômés progresse dans les pays en développement, il est capital pour Londres d'attirer des talents venant des pays pauvres comme des pays riches. Bref, si cette ville exerce une domination mondiale dans certains secteurs, la finance notamment, c'est parce qu'elle a permis à l'élite de s'y regrouper; si elle avait tenté d'exclure les étrangers, ou si elle devait le faire dans

SI LES IMMIGRANTS NOUS RESSEMBLAIENT EN TOUS POINTS, LES MIGRATIONS PRÉSENTERAIENT BIEN PEU D'INTÉRÊT. LES NOUVEAUX ARRIVANTS NE NOUS APPORTERAIENT RIEN DE NOUVEAU: ILS NE FERAIENT QUE REPRODUIRE LES COMPÉTENCES ET LES CARACTÉRISTIQUES DE LA MAIN-D'OEUVRE EXISTANTE.

le futur, il est fort probable que ces derniers finiraient par se regrouper ailleurs. (...)

il est diablement difficile de calculer les incidences nettes de l'immigration sur les finances publiques. Tout dépend des individus qui immigreront - de leurs qualifications, de leur expérience, de leur formation et du nombre d'enfants qu'ils ont à charge - et des conditions auxquelles ils immigreront: les impôts qu'ils devront payer, les prestations sociales auxquelles ils auront droit et les délais d'accès à ces prestations. L'âge des immigrants est crucial: s'ils débarquent

à vingt ans, un diplôme en poche et une longue vie de travail devant eux, ils apporteront probablement une contribution positive nette; par contre, s'ils arrivent à soixante ans, ils seront sans doute des bénéficiaires nets de transferts sociaux. Les calculs dépendent fortement de la méthodologie utilisée, de la période considérée, des dépenses et des recettes prises en compte, de la façon dont elles sont affectées aux agents économiques (individus ou ménages). (...)

Les effets de la circulation des cerveaux aux quatre coins du monde démontrent l'ampleur des avantages que les pays riches comme les pays pauvres peuvent tirer des migrations qualifiées. Une étude d'Anna Lee Saxenian portant sur plus de 1500 immigrants chinois et indiens de première génération installés aux États-Unis montre que la moitié d'entre eux rentrent une fois par an au moins dans leur pays d'origine pour affaires et que 5% y retournent au moins cinq fois par an. Fait encore plus éloquent, les trois quarts des Indiens interrogés et plus de la moitié des Chinois sondés espèrent créer une entreprise de retour au pays. (...)

À mon avis, ce n'est pas parce que l'on soutient la lutte contre l'immigration que l'on est forcément raciste.

Les Verts peuvent y être favorables parce qu'ils craignent qu'un accroissement de la population n'exerce une pression supplémentaire sur l'environnement, les syndicalistes, parce qu'ils redoutent les effets de l'immigration sur les emplois de leurs membres, noirs comme blancs; certains, parce qu'ils ont peur que l'immigration ne sape les fondements financiers des systèmes sociaux traditionnels, qui accordent des prestations et des services gratuits ou subventionnés sur la base de la résidence plutôt que des contributions financières. Ces gens peuvent être racistes ou non, mais leurs convictions et leurs craintes, elles, ne le sont pas.

(Sélection réalisée par Servan Peca)

Philippe Legrain est chercheur à l'Institut européen de la London School of Economics. Agé de 34 ans, ce journaliste, français d'origine, est basé à Londres et se dit citoyen britannique de type «cosmopolite». Grâce à ses contributions dans le Guardian et à travers son blog, il se réjouit de pouvoir désormais élargir le champ de ses écrits. Il a auparavant étudié à la London School of Economics et a débuté sa carrière de journaliste à The Economist, avant de remplir les colonnes du Fi-

nanacial Times, du Wall Street Journal Europe ou encore de The Independent. Régulièrement consulté par BBC sur des questions d'immigrations, Philippe Legrain a également œuvré au sein de l'OMC en tant que rapporteur spécial. Il est l'auteur de Open World: The truth about globalisation.

PHILIPPE LEGRAIN
«Immigrants, un bien nécessaire», Editions Markus Haller, traduit de l'anglais en 2009, 414 pages.

TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

PAYOT

Cinq meilleures ventes de la semaine dernière dans l'ensemble du réseau

1. **Comprendre le secret bancaire**
Guertchakoff, S.
Slatkine
2. **Les principes de la comptabilité analytique**
Palix/Huguenin
LEP
3. **Swiss GAAP RPC 2009. Recommandations relatives à la présentation des comptes**
Collectif
FRRPC
4. **L'affaire Madoff**
A. Weitmann
Plon
5. **Confession d'un banquier pourri**
Crésus
Fayard